
LES EFFECTIFS DE L'ÉTAT

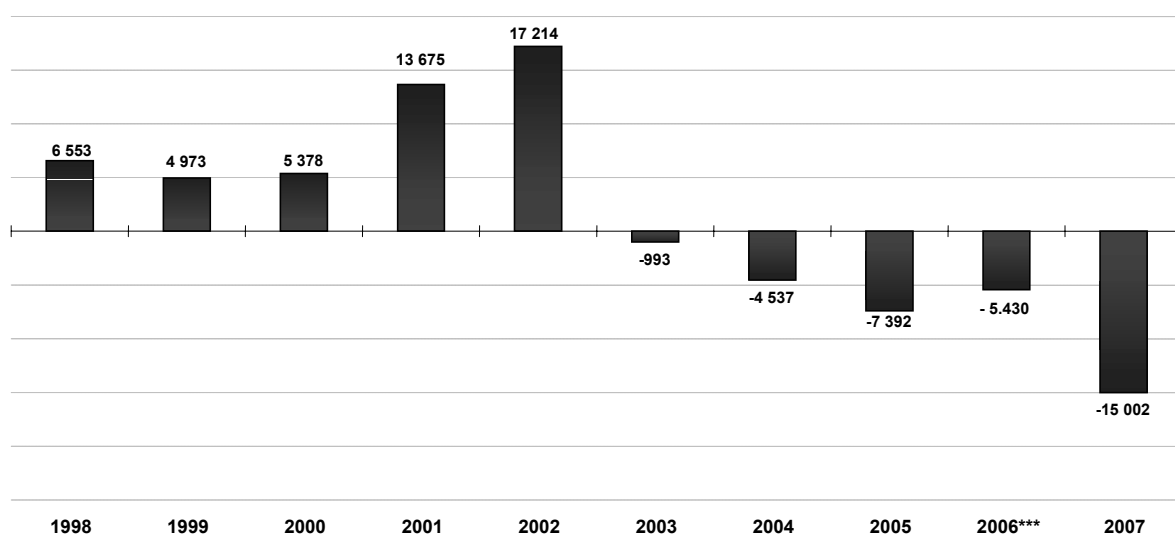
1- Un effort de maîtrise des effectifs publics sans précédent

L'année 2007 sera marquée par un effort de maîtrise des effectifs publics sans précédent, appuyé sur une démarche systématique de modernisation de l'appareil de l'État et de recherche de gains de productivité.

Il s'agit de tirer parti de l'augmentation du nombre des départs à la retraite dans la fonction publique de l'État (plus de 70 000 départs prévus en 2007) pour concentrer les recrutements là où sont les besoins réels des Français.

Grâce à la valorisation des gisements de productivité par les audits de modernisation, les choix en matière d'effectifs sont entièrement justifiés et aboutissent à une réduction nette du plafond global des autorisations d'emplois des ministères de 15 002 équivalents temps plein travaillé (ETPT) en 2007¹, sans détérioration de la qualité du service rendu aux usagers et sans remise en cause de l'ambition des politiques publiques.

Variation des effectifs de l'État entre 1998 et 2007 *
(autorisations d'emplois **)



* hors mesures d'ordre

** hors budgets annexes et appelés du service national

*** avant 2006, les autorisations d'emplois correspondent aux seuls postes à caractère permanent (emplois budgétaires) ; à partir de 2006, conformément à la Lolf, elles concernent tous les agents effectivement rémunérés par l'État et sont exprimées en équivalents temps plein travaillé (ETPT)

¹ Hors mesures d'ordre et transferts de décentralisation.

2 - Des créations d'emplois au service des priorités du Gouvernement

2 000 emplois seront créés dans la recherche (1 000 emplois dans les organismes de recherche) et dans l'enseignement supérieur (1 000 emplois dans les universités), pour la mise en œuvre de la loi de programme pour la recherche.

Les besoins en emplois liés à la mise en œuvre de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école (programmes personnalisés de réussite éducative, renforcement de l'enseignement des langues, augmentation de l'encadrement médico-social, scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers, etc.) et à la relance de l'éducation prioritaire (réseaux « Ambition réussite ») seront financés grâce des réforme structurelles (cf. ci-après).

En application de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, 950 emplois de gendarmes seront créés au ministère de la Défense et 1 000 emplois de policiers au ministère de l'Intérieur.

De même, la loi d'orientation et de programmation pour la justice conduira à augmenter de plus de 1 500 les effectifs du ministère de la Justice.

3 - Des réductions d'effectifs appuyées sur des contrats pluriannuels de performance et sur les audits de modernisation

Les contrats pluriannuels de performance

Les contrats pluriannuels de performance permettent d'inscrire la démarche de l'État dans une vision stratégique de moyen terme.

Les ministères qui passent de tels contrats, s'engagent sur certains objectifs, en particulier en termes de qualité de service et de gains de productivité, et reçoivent en échange une garantie sur les ressources budgétaires dont ils pourront disposer à l'horizon de trois ans.

Ainsi, le ministère des Affaires étrangères s'est engagé par contrat à conduire 16 chantiers de réforme allant de la montée en puissance de son outil informatique à la rénovation de la gestion des ressources humaines, ou à la maîtrise de la fonction « achats », en passant par l'adaptation du réseau consulaire et culturel en Europe. Ces réformes structurelles génèrent des économies d'emplois précisément identifiées.

Au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, les contrats signés avec les grandes directions du ministère (impôts, comptabilité publique, douanes, réseau international, notamment) permettent de porter l'effort de réduction des effectifs à hauteur de 2 988 ETPT en 2007. Cet effort est le résultat d'une stratégie désormais bien ancrée de recherche de gains de productivité.

La réduction des effectifs au ministère de l'Équipement s'inscrit également dans le cadre d'un contrat conclu pour la période 2007-2009, et qui, après la

décentralisation de 80 % du réseau routier national, doit accompagner la réforme des services déconcentrés du ministère.

Les audits de modernisation

Au ministère de l'Agriculture, la réduction prévue des effectifs tient compte de la réorganisation en cours des services déconcentrés et des possibilités de rationalisation mises en évidence par l'audit de modernisation relatif aux téléprocédures PAC.

Au ministère de la Défense, la diminution du plafond des autorisations d'emplois correspond notamment à la réorganisation de services centraux (services d'infrastructures, systèmes d'information) ainsi qu'à la poursuite du processus d'externalisation de certaines fonctions de gestion.

Outre les créations d'emplois liées à la mise en œuvre de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école et à la relance de l'éducation prioritaire, le schéma d'emplois de l'enseignement scolaire tient compte, d'une part, des effets de l'évolution du nombre des élèves sur les besoins en postes d'enseignants (effets démographiques) et, d'autre part, de la mise en œuvre des recommandations des missions d'audit sur l'organisation des examens et concours et sur les décharges de service des enseignants du second degré.

Au ministère de l'Intérieur, la poursuite de la transformation de l'administration de guichet par l'automatisation des procédures conduira à une diminution des effectifs de l'administration préfectorale.

La démarche contractuelle et celle des audits de modernisation convergent largement. Ainsi, la mise en œuvre des recommandations des missions d'audits sur la télédéclaration de l'impôt sur le revenu, sur les centres d'encaissement du Trésor et sur la gestion de la taxe locale d'équipement contribuera à la réalisation des objectifs du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en termes d'effectifs. De même, les audits relatifs à la politique de l'emploi local dans les services administratifs et financiers uniques à l'étranger ont permis d'identifier des gains potentiels de productivité mobilisables dans le cadre du contrat du ministère des Affaires étrangères.

Plafonds d'autorisations d'emplois ministériels (en ETPT)

Ministères	Plafonds d'autorisations d'emplois en 2006	Solde des créations et suppressions d'emplois	Mesures d'ordre et décentralisation	Plafond d'autorisations d'emplois en 2007
Affaires étrangères	16 720	- 141	- 116	16 463
Agriculture et pêche	39 919	- 936	- 730¹	38 253
Conseil & contrôle de l'État	4 841	64	6	4 911
Culture et communication	13 966	- 100	- 1 717²	12 149
Défense	440 329	- 3 000	- 335	436 994
<i>Défense et mémoire</i>	339 638	- 4 410	- 335	334 893
<i>Gendarmerie</i>	100 691	1 410	0	102 101
Écologie et développement durable	3 717	40	18	3 775
Économie, finances et industrie	173 959	- 2 988	6	170 977
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	1 250 488	- 7 103	- 26 276	1 217 109
<i>Enseignement scolaire</i>	1 104 447	- 8 701	- 26 273 ³	1 069 473
<i>Enseignement supérieur et recherche</i>	146 041	1 598	- 3	147 636
Emploi, cohésion sociale et logement	13 925	- 12	- 93	13 820
Intérieur et aménagement du territoire	185 984	0	2 013	187 997
<i>Hors police</i>	38 396	- 389	25	38 032
<i>Police</i>	147 588	389	1 988 ⁴	149 965
Jeunesse, sports et vie associative	7 149	- 45	188	7 292
Justice	71 475	548	0	72 023
Outre-mer	4 900	- 6	1	4 895
Premier ministre	2 954	- 6	- 417⁵	2 531
Santé et solidarités	14 931	- 50	- 22	14 859
Transport, équipement, tourisme et mer	93 215	- 1 267	- 651⁶	91 297
Budget général	2 338 472	- 15 002	- 28 125	2 295 345
Contrôle et exploitation aériens	11 329	- 15	- 27	11 287
Publications officielles et information administrative	574	- 2	460⁵	1 032
Budgets annexes	11 903	- 17	433	12 319
Total	2 350 375	- 15 019	- 27 692	2 307 664

(1) dont 515 emplois de maîtres d'internat et surveillants d'externat (MI-SE) transformés en emplois d'assistants d'éducation dans les établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ).

(2) dont 1 659 ETPT transférés à la Bibliothèque nationale de France.

(3) dont 2 500 emplois de MI-SE transformés en emplois d'assistants d'éducation et 23 400 emplois de TOS (techniciens et ouvriers de service) qui, à la date du 31 juillet 2006, avaient exercé leur droit d'option pour une intégration ou un détachement dans la fonction publique territoriale.

(4) consolidation de 2 000 emplois d'adjoints de sécurité créés en 2006 (plan « Banlieues »).

(5) dont 415 ETPT transférés au budget annexe des publications officielles et de l'information administrative.

(6) dont 608 emplois décentralisés.

Il est rappelé que grâce à la réforme budgétaire (Lolf), les ministères sont plus libres dans la gestion de leurs effectifs.

Sous réserve du respect des plafonds d'autorisations d'emplois et des enveloppes de crédits de personnel qui leur sont attribuées, les ministères peuvent désormais adapter librement la structure de leurs emplois en fonction de leurs objectifs.

Chaque ministère a la possibilité de ne pas saturer son plafond d'autorisations d'emplois – qui est un plafond et non un objectif de nombre d'emplois – sachant que la Lolf lui ouvre le droit d'utiliser les crédits ainsi économisés pour financer des mesures salariales ou tout autre type de dépenses (fonctionnement, intervention, investissement) conforme à ses objectifs.

Cela constitue une incitation à une gestion plus fine des effectifs.

Répartition des plafonds d'autorisations d'emplois par mission

Missions	ETPT
Action extérieure de l'État	13 480
Administration générale et territoriale de l'État	35 113
Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales	12 400
Aide publique au développement	2 983
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	4 986
Conseil et contrôle de l'État	4 911
Culture	11 542
Défense	329 907
Développement et régulation économiques	28 900
Direction de l'action du gouvernement	2 531
Écologie et développement durable	3 775
Enseignement scolaire	1 087 520
Gestion et contrôle des finances publiques	134 276
Justice	72 023
Outre-mer	4 895
Politique des territoires	728
Recherche et enseignement supérieur	150 913
Relations avec les collectivités territoriales	173
Sécurité	252 066
Sécurité civile	2 598
Sécurité sanitaire	5 136
Solidarité	15 134
Sport, jeunesse et vie associative	7 292
Stratégie économique et pilotage des finances publiques	7 801
Transports	90 717
Travail	10 457
Ville et logement	3 088
Total	2 295 345